

▼ BOURSE

## La valorisation des banques intègre Bâle III et les incertitudes économiques

Les analystes d'AlphaValue estiment que les marchés se focalisent trop sur les contraintes réglementaires de Bâle III et sur la crise de la dette.

PAR SOPHIE ROLLAND

La réticence des investisseurs à revenir sur les valeurs bancaires serait-elle infondée ? Oui, pour une large part, répondent les analystes d'Alpha Value, pour qui les marchés se focalisent trop sur les contraintes réglementaires de Bâle III et la crise de la dette des pays de la zone euro. « La valorisation du secteur intègre désormais pleinement les incertitudes du scénario macro-économique et l'impact de la réglementation sur la rentabilité », estime Christophe Nijdam et David Grinsztajn, qui sont désormais « neutres » sur le secteur.

Compte tenu du délai de huit ans laissé aux banques pour rele-

ver leur niveau de fonds propres, le renforcement de la solvabilité exigé dans le cadre de Bâle III est très gérable, assurent-ils. La dernière étude quantitative du Comité de Bâle va dans ce sens. Sous Bâle III, les besoins en capital supplémentaires des banques auraient atteint 600 milliards d'euros fin 2009, soit moins de trois fois les profits, encore amputés par la crise, réalisés cette année-là (230 milliards d'euros).

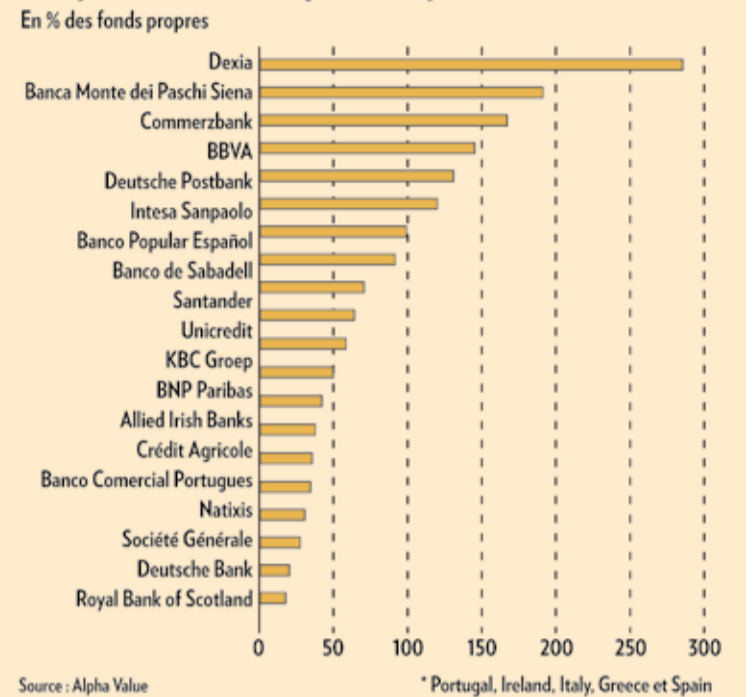
■ PAS GRAVÉS DANS LE MARBRE

Quant aux très décriés ratios de liquidité ou de levier, ils ne sont pas encore gravés dans le marbre, ce qui laisse aux banques le temps de faire valoir leur point de vue. « Je fais confiance au pouvoir de persuasion des banques pour que les

mesures qui leur seront appliquées ne leur soient pas défavorables », s'amuse Christophe Nijdam.

La dette des États de la zone euro ? « Un problème de liquidité, mais pas d'insolvabilité », assure l'analyste pour qui « fondamentalement, le risque de crédit des États européens reste très inférieur à celui des corporates, qu'ils soient en catégorie spéculative ou d'investissement. » Pour lui, le risque de non-remboursement serait quasi nul et dans le pire des cas, la dette des États serait rééchelonnée. « Les marchés sont devenus paranoïaques et entretiennent des mécanismes d'autoréalisation via des marchés de CDS [credit default swaps ou dérivés de crédit, Ndlr] peu liquides, mais il faut revenir aux fondamentaux », explique Christophe Nijdam. Début

### L'exposition des banques européennes aux PIIGS\*



### Sous Bâle III, les besoins en capital supplémentaires des banques auraient atteint 600 milliards d'euros fin 2009.

décembre, sur la base des chiffres de la Banque des règlements internationaux, les analystes de Groupama AM soulignent, eux, que les établissements français, allemands et britanniques étaient les plus exposés aux crises grecque et irlandaise mais qu'au regard des fonds propres de ces ban-

ques ces expositions étaient très « gérables ». « Outre les banques grecques et irlandaises, nous identifions deux cas sensibles : Commerzbank et Dexia », écrivent-ils.

Reste une inconnue pour les banques : leur coût de refinancement. Les soubresauts sur les marchés de la dette souveraine devraient continuer à peser, en particulier pour les institutions des pays « périphériques » de la zone. Et les montants à refinancer n'ont rien de négligeable : plus de 600 milliards d'euros de dettes bancaires doivent arriver à maturité en 2011.

▼ BANQUE

## LCL instaure le concept de la « télé-réalité » pour la formation de ses salariés

La banque a inauguré son centre de formation dans son nouveau siège de Villejuif.

UNE VINGTAINE de participants, quatre salles, six caméras. Non, vous n'êtes pas dans le nouveau « loft story » mais dans le centre de formation de LCL. La banque française a inauguré la semaine passée, au sein de son nouveau siège de Villejuif, un étage complet dédié à la formation de ses salariés. Au total, 27 salles prêtes à accueillir entre 250 et 300 personnes par jour pour un objectif annuel de 7.000 en 2011. Au total, 700.000 heures de formation seront dispensées, dont 300.000 pour des prises de poste, 300.000 pour la professionnalisation sur des nouveaux produits ou outils, et 100.000 pour des diplômes professionnels. Une véritable entreprise dans l'entreprise, qui cherche à faire de la formation continue un élément clé de sa culture.

L'un des atouts du centre est cette « agence école », dotée de caméras et rappelant le concept de la télé-réalité, qui permet de réaliser des simulations. LCL a reconstitué une véritable agence bancaire au sein du centre de formation dans laquelle sont installées plusieurs caméras. Celles-ci filment les séances « d'entraînement » des conseillers, qui reproduisent des entretiens avec la clientèle,



Le siège social de la banque LCL, à Villejuif. Au total, 700.000 heures de formation seront dispensées.

l'accueil de transporteurs de fonds, la gestion des logiciels informatiques, et une mise en situation extrême de tentative de braquage pour apprendre les réflexes de sécurité.

■ AUTOCRITIQUE

Grâce aux caméras, les salariés formés visionnent ensuite leurs exercices. « Cela nous montre les bonnes et les mauvaises pratiques », explique l'un d'entre eux. « On se sent vraiment im-

mergé dans une situation réelle », ajoute un autre. Le procédé fonctionne avec les salariés et satisfait aussi les dirigeants. « L'objectif est de faire davantage d'autocritique et de ne pas hésiter à aborder les axes d'améliorations des conseillers », explique Bernard Cuvillier, responsable de la formation chez LCL. Pour autant, le but n'est pas non plus de brimer les salariés mais de les aider à progresser. « Nous essayons aussi de travailler sur la relation avec le client pour casser cette peur du banquier », note un formateur.

Comme la plupart des banques, LCL tente de s'adapter à l'évolution des comportements de ses clients. Avec la montée en puissance des services bancaires sur Internet, les clients viennent moins en agence pour des opérations courantes que pour aborder de véritables problématiques. « Les rendez-vous clients ont évolué. Les conseillers apprennent à mieux préparer leurs entretiens pour aborder directement les sujets importants aux yeux des clients. On ne fait plus le point comme avant », ajoute Bernard Cuvillier. Sans oublier la clientèle plus âgée, qui a toujours besoin de ce précieux contact dit de « proximité ». M. PE.

▼ SAUVETAGE

## Bruxelles autorise l'Irlande à secourir ses banques

Allied Irish Banks, Anglo Irish Bank et INBS recevront au total 17,45 milliards d'euros.

LES BANQUES IRLANDAISES alternent entre bonnes et mauvaises nouvelles. La Commission européenne a approuvé mardi matin l'aide financière de Dublin à trois de ses principales institutions financières. Allied Irish Banks touchera 9,8 milliards d'euros, Anglo Irish Bank 4,95 milliards et INBS 2,7 milliards. En contrepartie, le commissaire européen à la Concurrence, Joaquín Almunia, a précisé qu'« Anglo Irish Bank et INBS devront soumettre début 2011 un plan prévoyant leur démantèlement, tandis qu'Allied Irish Banks devra soumettre un plan de restructuration révisé ». « Il n'y a aucun doute que le secteur bancaire irlandais connaît des difficultés profondes en ce moment. Les aides sont nécessaires pour s'assurer que ces institutions respectent leurs obligations respectives et aident à préserver la stabilité financière en Irlande », a-t-il ajouté.

La journée de lundi s'était en revanche révélée bien moins positive pour Dublin. L'agence de notation américaine Moody's avait tout d'abord annoncé l'abaissement des notes de cinq banques et assureurs irlandais, après avoir fait descendre de cinq crans la note souveraine du pays en fin de semaine dernière. « Les notations de la dette des banques sont affectées par l'abaissement de celle de l'État

irlandais », a justifié Moody's. La dette d'Anglo Irish Bank et INBS est classée Ba3, c'est-à-dire à un niveau où la qualité du crédit est considérée comme « spéculative ». Celles d'Allied Irish Banks, EBS et Irish Life & Permanent demeurent un cran au-dessus, à Baa3, c'est-à-dire à un niveau de « risque modéré ».

■ LA VALSE DES BANQUES

Quelques heures plus tard, la structure de défaillance Nation Asset Management Agency (Nama), créée par l'État irlandais pour gérer les créances douteuses de ses institutions financières, déclarait avoir acquis des prêts d'une valeur nominale de 71,2 milliards d'euros de la part d'Allied Irish Banks, Anglo Irish Bank, EBS, Irish Nationwide et Bank of Ireland. Ces 11.000 crédits ont été acquis pour 30,2 milliards d'euros, soit une décote moyenne de 57,6 % sur leur valeur nominale. Les trente plus gros développeurs immobiliers du pays comptent pour 38 % de la valeur initiale de ces emprunts. Les analystes estiment que la Nama devrait encore récupérer plusieurs dizaines de milliards d'euros de crédits lors des prochains mois. La valse des banques irlandaises n'est donc pas encore finie.

TRISTAN DE BOURBON, À LONDRES